



ENVIRONNEMENT : FALLAIT PAS VENIR A ORLÉANS !

(Dossier en page3)

POUR MENER LE BAL, COMPTEZ PLUTÔT SUR MARDIÉVAL

LE "GRENELLE " EST DE PLUS EN PLUS TRAHI , OUBLIÉ... ALORS, POUR PORTER UN COUP FATAL AUX PROJETS DU DÉPARTEMENT, PRIVILÉGIEZ VOTRE ASSOCIATION, SOUTENEZ SES ACTIONS MILITANTES... OU MÊME DEVEZ UN DE SES ANIMATEURS OU UNE DE SES ANIMATRICES... NOUVEAUX, BIENVENUE PARMIS NOUS !

Lorsqu'ils sont à bout d'arguments, ce qui est de plus en plus fréquent, les patrons du Département nous opposent la "légitimité démocratique" absolue que conférerait à toutes leurs décisions leurs qualités d'élus et les attributions de l'assemblée départementale. Sauf que... dans le "système Loiret" (nous l'appellerons ainsi pour ne pas l'appeler "système D."), l'exécutif, toutes les manettes en main, semble croire qu'il peut tirer avantage de l'absence de débats contradictoires et participatifs. Faute de ne jamais avoir eu de véritable opposition, il peut oublier parfois que les lois s'appliquent à tous ; par exemple que les directives NATURA 2000, ayant été votées par la France puis transposées en droit français, on ne peut s'asseoir dessus !

Ce n'est pas la légitimité des choix politiques de l'assemblée qui est en cause... mais l'exigence que ceux-ci puissent être fondés sur des informations transparentes, sur des expertises techniques sincères, sur l'écoute et le respect de la parole des maires et des citoyens-électeurs, même entre deux élections !

Une des tâches des associations "de défense" est justement de le rappeler à ceux qui l'oublie trop souvent, et ce, par tous moyens : justice, manifs, pétitions, médias etc. Mais la tentation est alors grande pour eux de nous disqualifier ; le Président Doligé y cède en permanence : la vérité c'est lui, les opposants sont isolés et ne parlent qu'en leur nom propre. C'est là qu'une simple adhésion individuelle trouve sa première utilité : le nombre, la représentativité, la diversité des situations et des idées, la solidarité ...

Au-delà, il y a le travail militant, le choix des stratégies, la préparation des actions. Sauf à déperir, il est impératif que le renouvellement des militants accompagne le mouvement "naturel" ou statutaire des membres du bureau...

*Notre Association est née à l'automne 1996 ; une poignée de gens de Mardié autour d'une table, avec la Loire sous les yeux ; déterminés dans le refus, mais doutant, pour la plupart de notre capacité à résister à la "machine" Conseil général. Qui aurait pensé que nous partions pour aussi long marathon ? Si beaucoup des "pionniers" sont restés engagés, ils ont été rejoints par des personnes aux motivations diverses : Mardésiens de toujours soucieux de conserver le caractère du village, exploitants agricoles, militants de l'environnement, opposants au "tout routier"... Ces dizaines d'adhérents et de militants nouveaux ont fait évoluer les positions de l'Association, en accentuant ses motivations écologistes. La transformation de L'ADIPHCM en MARDIÉVAL est venue entériner cette mutation au moment où l'évolution des esprits lui donnait raison. Car la prise de conscience devenait générale ; NATURA 2000 venait tenter de préserver "en réseau" les espèces sauvages en disparition et leurs habitats sacrifiés ; sans parler de la consécration du "Grenelle"... **Bilan de ces années militantes et perspectives pour renforcer nos actions** (page 2).*



ADHÉREZ (ET MILITEZ) A MARDIÉVAL !

ADIPHCM / MARDIÉVAL : 12 ANS D' ACTIONS... ET DE RÉSULTATS

- Quelques évènements ou actions phares** (organisation et/ou participations) (illustrés notamment par les photos de la page 1) :
- Manifestation des associations (en mars 2004) contre le grand Contournement Routier d'Orléans à Jargeau puis à Meung-sur-Loire ; participation à la manifestation contre la déviation de Donnery (au début 2007)
 - Recueil de signatures pour la Pétition des 10 000 et pour la pétition MARDI ÉVAL. Distributions de tracts.
 - Pétition au Parlement européen ; audience à Bruxelles ; accueil de la Commission d'enquête ; traductions.
 - Accueil de Noël Mamère sur le site du franchissement de la Loire à Mardié. Comparatifs électoraux.
 - Réalisation à l'aide d'experts d'un contre-inventaire naturaliste et d'une expo-photo des espèces ; expositions.

Quelques chiffres significatifs d'un travail continu... même s'il se voit moins :

- **20** mémoires rédigés pour des recours gracieux ou contentieux auprès du Tribunal administratif
- **20** communiqués rédigés et diffusés depuis 2 ans ; 5 dossiers et conférences de presse
- **20** articles au moins dans la presse régionale traitant plus ou moins directement de nos luttes
- **2000** visites sur le site du Castor énervé depuis février 07 ; 7 000 pages vues depuis son lancement en septembre 06 ;
- **200** abonnés d'ici peu à la Lettre du Castor ; **20** Lettres diffusées avant celle-ci ; **2** dossiers et **20** Fiches du Castor !
- **200** courriels échangés par mois, la tenue à jour de centaines d'e-mails et de plusieurs listes de diffusion
- **Un** nombre pas croyable de réunions internes, externes, de concertation, avec des partenaires...
- **Une** solidarité constante avec les autres sites menacés, avec notamment une forte contribution au Comité 921 et à la coordination inter-associative, et maintenant l'Alliance des trois sites de Loire menacés par le CG45.

DEMAIN : ÉLEVER LA LUTTE, METTRE ENCORE PLUS DE PRESSION

- Sans délaisser en quoi que ce soit les problématiques propres au territoire et au village, notre lutte devra s'inscrire de plus en plus dans des logiques globales, partagées par les autres associations de notre Alliance, et relayées par les grandes "ONG" (FNE, FNAUT, WWF, LPO...) ou par les partis écologistes, notamment lors des débats du Grenelle de l'environnement.
- C'est d'ailleurs la condition d'une meilleure médiatisation de notre dossier et des menaces sous-jacentes du Grand contournement, qui leur donnerait une image nationale et leur apporterait sympathie et soutien accrus de l'opinion publique. Étrangement, de même qu'Orléans n'a aucune image forte au niveau national, les menaces sur le Val de Loire orléanais, malgré leur gravité, et malgré la notoriété de ce Val de Loire, n'ont pas suffisamment réussi à trouver leur place dans les médias nationaux.
- Dans le même temps, les effectifs de l'Association doivent se renforcer, à la fois par de nouvelles adhésions militantes locales, en "surfant" sur la sensibilité croissante à la préservation de l'environnement, et par des adhésions de soutien que chacun d'entre nous recherchera dans son environnement, même en dehors du Loiret. Et vous ? Avez-vous renouvelé votre cotisation ? Ne connaissez-vous pas un proche qu'il serait facile de convaincre d'adhérer ? En profitant du "Bonus" annoncé ci-dessous !

CADEAU!

Pour une adhésion nouvelle, un parrainage ou un paiement de la cotisation de 14 € avant le 31 juin 2008 : UNE SUPERBE PHOTO NATURALISTE H.D. à télécharger !



Retournez au plus tôt, et en tous cas avant cette date, votre règlement de 14 € (ou plus...) accompagné si possible d'un bulletin d'adhésion téléchargeable à : <http://le-castor-enerve.fr/pdf/Adhesion-MARDIEVAL.doc> à la trésorière :

Mlle Sylvie Boillon, 360 rue des Moulins - 45430 Mardié

Indiquez-lui votre **choix de photo** et votre **adresse e.mail**, ils seront transmis sans délai au Castor énervé.

- L'association œuvrera pour établir des liens confiants et productifs avec le nouveau Conseil Municipal et avec Pierre-Georges Charron, nouveau maire de Mardié, qui a toujours soutenu nos luttes. L'objectif sera de conjuguer nos efforts pour que la Commune passe d'une attitude défensive à la prise d'initiatives offensives.
- Nos inventaires et nos ressources photographiques seront utilisés pour donner de plus en plus aux Mardésiens la fierté de leur patrimoine ligérien, et pour les motiver à participer au combat de Mardiéval.

C'EST AVEC VOUS QUE NOUS AURONS ENFIN GAIN DE CAUSE !

Nous n'avons absolument aucun goût pour la confrontation, et nous n'aspérons tous qu'au retour à la tranquillité... Mais, pour autant, nous ne baisserons jamais les bras concernant le respect durable de notre cadre de vie. Vous pourrez être fiers devant vos enfants d'avoir, par une contribution même modeste, réussi à préserver un patrimoine incomparable... mondialement !

ETUDES ET AMO : POUR ESQUIVER « L'INJONCTION DE BRUXELLES », DOLIGÉ FAIT MONTER LES ENCHÈRES GRAVE !

Le rapport récent des enquêteurs du Parlement européen concluait de façon particulièrement explicite : «- invite les autorités responsables à **revoir leurs plans concernant le franchissement envisagé à Mardié qui, ainsi que l'indique le rapport, est potentiellement incompatible avec trois directives européennes majeures**». Un maître d'ouvrage "raisonnable" en aurait immédiatement tiré les conséquences, soit en revenant sur une solution alternative du même tonneau mais ayant des impacts plus "vendables", soit, encore plus raisonnable, en abandonnant un projet quadruplement condamné :

- par les exigences du développement durable, enfin reconnues au Grenelle de l'environnement (!)
- par les électeurs du canton et des bourgs, qui ont "sorti" les Maires UMP et plébiscité un Conseiller général Vert,
- par l'enquête et le rapport des parlementaires de la Commission des Pétitions, antichambre de la Cour de Justice,
- mais aussi par toutes les lacunes irrémédiables du projet qui se révèlent progressivement : absence de justifications crédibles ; défaillances, insuffisances, déni d'expertises et dissimulations dans le processus d'études et de décision.

D'autant plus simple et raisonnable que, d'après ce qu'il soutient sans vergogne devant la justice administrative, le Conseil Général n'a encore pris aucune "décision décisionnelle" l'engageant définitivement, concernant ce projet !

Mais c'est tout l'inverse qui se passe : l'exécutif départemental a confirmé certaines démarches amorcées, puis décidé de commander de nouvelles prestations de services pour essayer à tout prix de sauver le bateau en détresse !

Assistance à maîtrise d'ouvrage : Alors que le choix des intervenants remontait au 15 juin, le Département a attendu de connaître la teneur du rapport de Bruxelles pour confirmer l'engagement de prestataires d'AMO (Assistance au maître d'ouvrage) : publication, le 11 novembre seulement, de l'avis d'attribution du marché à un groupement sous la houlette du bureau d'ingénierie INGEROP, comprenant aussi un cabinet d'Avocats d'affaires et un cabinet d'Ingénierie économique et financière international. Ils sont engagés pour un délai considérable : 110 mois ! Leurs missions, au premier rang desquelles se trouve celle de justifier un injustifiable PPP, seront lourdement rémunérées : de 920 000 à 1 080 000 Euros selon l'option retenue (alors que la Direction des Routes, forte d'environ 150 fonctionnaires venus de l'ex DDE, en intégrerait 200 de plus avec la reprise des routes nationales !).

>>> Dessaisissement de services départementaux, pourtant bien garnis, au bénéfice d'un groupe d'AMO privé dont la rémunération permettrait de salarier 15 ingénieurs, juristes et financiers pendant deux ans... + en cas de PPP ou de Conception-réalisation, Perte de contrôle dès l'amont sur la qualité architecturale, sur le choix des intervenants phase par phase, sur la conduite opérationnelle et, in fine, sur l'économie du projet en termes de rapport qualité/prix : le dispositif préparé par nos "apprentis sorciers" est ce qu'on peut imaginer de plus détestable par rapport à la responsabilité publique, et, puisqu'injustifié, sera le temps venu contesté devant la justice administrative.

A noter que le choix de ces procédures "exceptionnelles", venant après la décision de réaliser un pont à "structure mixte acier-béton", désigne à l'avance un choix très très limité d'entreprises. On pense évidemment à Beaudin-Châteauneuf, une "locale" qui avait déjà eu la chance de reconstruire, pour le compte du Département du Loiret, les ponts détruits par Jeanne d'Arc... Euh, non, je voulais dire par l'embâcle de 1985 !

Étude de consolidation des études environnementales : Elle vise officiellement à répondre aux critiques de Bruxelles concernant l'absence d'approche des "effets cumulatifs" néfastes pour l'environnement qu'entraînerait la construction des cinq ouvrages prévus simultanément sur la Loire... Attribuée le 25 avril 2008, pour un montant de 124 000 € (sur une enveloppe de 400 000 €), à l'agence Orléanaise du bureau d'études Biotope... Celui, justement, qui avait eu en charge pour la DIREN la réalisation des DOCOB, ou "Documents d'objectifs" pour nos zones NATURA 2000 du Loiret ! Le délai est d'au moins quinze mois pour les tranches conditionnelles !..

>>> Au passage, cela paraît tentant pour certains responsables, cette mission pourrait être instrumentalisée pour atténuer les conclusions absolument négatives, concernant le projet retenu à Mardié, qui figuraient dans la très confidentielle Étude d'Incidence sur l'Environnement produite par les Naturalistes Orléanais en 2004. Pourtant, cette structure vraiment professionnelle aurait du mal à minimiser le nombre et la qualité des espèces, déjà sous-estimées par les N.O. Mais la vigilance s'impose, car on en a déjà beaucoup vu dans le domaine de la ré-écriture des conclusions d'experts...

Analyse des nuisances et Plan de communication : le Conseil général va confier à un prestataire d'études, probablement Saunier, "l'analyse des nuisances actuelles provoquées par le trafic en traversée des agglomérations". Les résultats, qu'il suppose concluants, serviraient d'arguments pour "étayer un **plan de communication actif sur le projet**" !

>>> Ouah, ça craint ! Et surtout, cela constitue, s'il en était besoin, la preuve :

- que nos arguments ont fait mouche : malgré des années et des centaines de milliers d'€ d'"études" dont nous avons dit ce que nous pensions, les "justifications" élémentaires du projet ne tiennent pas la route... c'est le cas de le dire !
- que le Président a du se résigner à admettre qu'il n'a nullement le soutien de l'opinion publique, ou la demande de la "majorité silencieuse", tout ce dont il se targuait jusqu'ici comme une évidence : la majorité l'a sanctionné aux élections locales. Mais peut-il croire que la "communication active" est susceptible d'"insensibiliser" des citoyens de plus en plus conscients de tout ce qu'ils risquent de perdre !

Étude d'impact pour le dossier d'une éventuelle E.U.P. : La société **Saunier & associés**, qui a repris le bureau d'études Gaudriot de triste mémoire après sa débâcle, monte actuellement l'étude d'impact "légale", nécessaire légalement pour l'enquête publique. Nous avons obtenu il y a quelque temps la copie A4 noir et blanc (le dossier étant monté en A3 couleur) de la version actuelle, un "draft" de 260 pages "confidentiel interne CG45" ; le travail paraît (enfin) nettement plus professionnel que tout ce qui s'était fait jusqu'ici, et il est déjà assez complet. Mais les lacunes sont encore considérables, notamment les auteurs ont visiblement du mal à imaginer des "mesures compensatoires" à la hauteur des dommages qui seraient irrémédiablement commis.

>>> Il serait risqué pour l'exécutif départemental de lancer une enquête publique, sur fonds de "sables mouvants". L'étude d'impact, si elle est menée honnêtement jusqu'au bout, ne risque-telle pas de consolider les thèses des opposants et les exigences de Bruxelles ? M. le Préfet devrait y regarder à deux fois avant de donner son feu... vert...

Au total, pour un projet sans avenir, c'est un énorme gaspillage financier dont il faudra rendre compte !

LES RENIEMENTS DU "GRENELLE" SE MULTIPLIENT !

Souvenez-vous, le Castor énervé s'était montré très circonspect quant à la "Grand-messe" du ministre Borloo, en posant dès septembre 2007 dans la Lettre du la question « **Grenelle de l'Environnement, peut-on en attendre du concret ?** ». Le cas des projets routiers et pontonniers du Conseil Général du Loiret – auxquels il fallait ajouter les projets de l'Agglo et de l'A 71 – constituait une illustration trop flagrante de l'écart, pour ne pas dire du gouffre existant, dans la réalité, entre les proclamations vertueuses aux tribunes parisiennes et l'obstination des notables locaux à réaliser, quoi qu'il arrive, des projets conçus il y a quinze ans, développés à l'aune de logiques obsolètes, excessivement coûteux, et destructeurs car méprisant notamment les impacts environnementaux et paysagers.

Certes, nos gouvernants nationaux avaient dû acter les vérités de l'écologie et se résigner à reconnaître enfin comme nécessaires quelques redressements urgents... Pour autant, le Maître du Loiret allait-il remettre en cause, ou même simplement remettre en perspective, amender ses projets anachroniques, très fortement contestés localement, puis jugés inacceptables par les parlementaires européens ? Hélas, il ne fallait pas trop en rêver : "droit dans ses bottes" et "grand contournement" dissimulé tant bien que mal, le patron de la majorité continue comme si de rien n'était !

Depuis, la plupart des "acquis" du Grenelle ont été rognés par les parlementaires de la majorité, repris sous la "pression amicale" de lobbies, contournés, ou simplement oubliés ... (<http://le-castor-enerve.fr/pdf/080519%20%20deux%20coms.pdf>)

1 – Des contournements ou des liaisons routières ou autoroutières qui continuent leur route !



[Jean-Louis Borloo](#), ministre de l'Ecologie, a signé la Déclaration d'utilité publique concernant le **Grand contournement ouest de Strasbourg**. Le contournement autoroutier de Strasbourg est ainsi autorisé. La Ville de Strasbourg explique que l'objectif est d'offrir une alternative attractive aux véhicules qui s'engorgent sur l'A35 à la hauteur de Strasbourg et de réduire la capacité de l'actuelle rocade A35 pour améliorer sa fluidité, diminuer le niveau actuel de la circulation (...)

Mais le parti écologiste français Les Verts réagit et exprime sa consternation suite à cette signature par le ministre Jean-Louis Borloo. Anne Souyris, Porte-parole nationale, détaille le point de vue des Verts :

"Ce projet date de 1965, l'âge d'or du tout routier. Il constitue une menace objective pour la biodiversité locale, notamment le grand hamster l'Alsace en voie de disparition. Il détruira des terres agricoles utiles pour la production localisée de bio. Il ne réduira quasiment pas l'engorgement routier (- 4,6 %). Il sera privé et payant pour les usagers alors même que les revenus des Français diminuent. Et comble de l'absurdité, il ponctionnera aux transports collectifs les budgets absorbés par les subventions d'équilibre que ne manqueront pas de payer les collectivités. On voit avec cet exemple supplémentaire que le Grenelle de l'environnement n'a pas changé grand chose dans les faits. La France reste enclavée dans l'idéologie du tout routier, pour les personnes comme pour les marchandises."

<http://ecologie.caradisiac.com/Contournement-autoroutier-de-Strasbourg-autorise-Les-Verts-ne-sont-pas-contents-569>



Le 23 mai 2008 **Projet d'autoroute A65 Langon Pau**

A65 : Eiffage peut faire chauffer les moteurs

Les pelles de terrassement, les tombereaux et les échelons de scrapers d'Eiffage sont sur la grille de départ, n'attendant plus que le feu vert du ministre du développement durable Jean-Louis Borloo.

http://www.lemoniteur-expert.com/actualite/transports_infrastructures/a65_eiffage_peut_faire_chauffer/DE5DCD37A.htm

Les opposants restent mobilisés, malgré le blanc-seing du Conseil d'État

Dans 2 arrêts rendus le 21 mai 2008, le Conseil d'État vient de rejeter les requêtes des opposants au projet d'autoroute A65 Langon/Pau, et de lever un important aléa juridique du projet. En écartant d'un revers de main leurs arguments, cette honorable institution n'a visiblement pas été touchée par la grâce du « Grenelle de l'Environnement ».

Ce projet d'autoroute détient en effet le triste record de traverser 8 zones Natura 2000, et détruira directement des zones précieuses du point de vue de la biodiversité. Il contribuera aussi à l'urbanisation des vastes espaces naturels de l'Aquitaine encore préservés, et à leur perte.

En favorisant les transports routiers au détriment du rail, ce projet s'inscrit en faux, dans la lutte contre les changements climatiques. Ironie de l'histoire, le prix du baril de pétrole a dépassé le même jour le record de 130 \$, soit 4 fois plus que le prix retenu dans l'étude du projet, compromettant irrémédiablement l'équilibre économique de la concession.

L'obstination sur ce dossier révèle l'incapacité du gouvernement de mettre en œuvre la "rupture" assésée lors du Grenelle de l'environnement.

Convaincues de défendre l'intérêt général, des générations actuelles et futures, les associations restent plus que jamais mobilisées, pour faire échec à ce projet dépassé, en épuisant tous les moyens légaux de droit français ou européen. La mobilisation citoyenne se poursuit également sur le terrain, les Planteurs volontaires replanteront des arbres sur les zones défrichées à Bazas (Gironde) le samedi 24 mai à 14h.

www.asso-arlp.org

http://assoc.pagespro-orange.fr/federation.sepanso/pages/dossiers/a65/a65_article.htm

Elle est hélas encore impressionnante, la liste des contournements routiers ou autoroutiers, des tronçons autoroutiers inutiles mais bichonnés par des élus locaux associant toujours le développement à la bagnole et au camion, et qui ne vont pas « lâcher le morceau » pour faire plaisir à Borloo et à ses écolos !

2 – Marche arrière sur les OGM : pression des lobbies et soumission des caciques locaux...

« OGM, de qui se moque-t-on ?

Après la pagaille à l'UMP qui a conduit au rejet du projet de loi sur les organismes génétiquement modifiés, on pouvait s'attendre à une prise de conscience de notre Président soi-disant écolo.

Mais pas du tout, Nicolas Sarkozy nous ressert le même texte et tente de le faire passer en force, méprisant du même coup la très grande majorité de l'opinion publique, les promesses solennelles du Grenelle de l'environnement ainsi que de nombreux députés de son propre camp que les doutes assaillent soudain (ce qui n'est pas le cas de mon collègue le Dr Jean-Louis Bernard, scientifique jusqu'à livrer l'agriculture française aux multinationales les plus déshumanisées). » Thierry Soler, Conseiller général Vert du Loiret <http://thierrysoler.fr/>

3 – Fallait pas venir à Orléans !

Parle-t-on de corde dans la maison d'un (futur) pendu ? La sagesse populaire le déconseille formellement ! Pourtant, le chef de l'État vient célébrer le Développement durable dans la capitale d'un Département où les notables de sa majorité continuent à préparer, imperturbablement, trois crimes contre la biodiversité, à Mardié, Baule et Sully-sur-Loire... au bénéfice d'une expansion continue et sans limites des trafics routiers individuels et poids lourds, et en soutien à une activité de "logistique" envahissante, particulièrement non "durable". Un collectif d'organisations écologues, que MARDI EVAL avait rallié, appelait à manifester (le 20/05) pour revendiquer "une véritable politique écologique". Avec les protestataires "sociaux", ce sont "plusieurs centaines de personnes" (La Rép.) – ou près de 2000 ? -, soigneusement tenues à l'écart du Zénith par les CRS, qui ont signifié leur désaccord fondamental avec le double-jeu/discours du gouvernement.



7^{ème} épisode Borloo-Doligé.env : L'Orléans de l'environnement ... Avec en "guest" : Sarko et NKM

Résumé des épisodes précédents : Troublé par les discours de Grenel et sonné par le rapport de Bruxelles, Ed Toutenkamion échafaude d'improbables scénarios de science fiction, supposés lui sauver la mise. Pour répliquer aux insoumis qui dézinguent publiquement ses bobards, deux initiatives "bling-bling" : un blog-farceur, et un lâcher de Bulldo. Mauvaise pioche : aux élections, ED en voit de toutes les couleurs... Dé Soler ! Mais voici que Sarko, au Zénith (de l'impopularité), vient à la res-casse...

- Ouah, quel honneur, mon Doli... Notre Sérénissime Sarkosyissime Président a choisi ton fief pour venir parler au bon peuple. Bon, bien sûr, il vient se parer des vertus du Développement durable au royaume du Développement durable... Ca pourrait râler ! Je l'ai bien mis en garde, mais c'est son côté "provo", soixante-huitard attardé, grand ado indomptable : rien à faire, la confrontation, c'est son truc ; et son scénario favori, c'est la confusion...

- T'y vas fort à dire du mal de Mon Loiret ! C'est vrai qu'il est un peu beaucoup pourri de camions et à peine tout dévasté par un max de routes et d'autoroutes, et j'veux pas que ça s'arrête demain ! Mais est-ce que c'est une raison pour qu'il vienne faire ici ton "Orléans de l'environnement", et qu'il assène devant moi les mêmes refrains que ces excités de Verts ou que ces fouteurs de M... de MARDIÉVAL ? Et ça, à peine digérées ces maudites élections !



- Vous savez quoi ? (C'est Sarko qui rentre dans le Zénith, il est un peu agité...) Le Bio, c'est bien beau... Allez, les biaux ! Mais moi, J'M les OGM. Et pourquoi ? J'veux vous le dire : C'est bon pour Monsanto... euh c'est bon pour Ma santé. Du moins pas mauvais, sans doute. Enfin, pas encore prouvé que ça soit mauvais ! Et comme tous les autres le font, toute l'Europe, donc faut l'faire. Sinon, on est des viaux ! Alors t'en parles plus, ta g... : on va faire du Bio, et à côté on va faire de l'OGM, comme ça en plus on aura de l'OBM ; l'Organisme Bio Modifié... et ce sera le + "gagnant gagnant", l'innovation pour pas un rond, le Génie français qui va conquérir la planète...

Maintenant, vous me demandez ck'on va faire du réchauffement planétaire ? J'veux vous le dire : Eh bien on ne va pas continuer à être le seul pays d'Europe à être traversé par des camions ! (sic). Le ferroutage c'est dans trop longtemps, et c'est trop cher. Vous voulez savoir ? On va faire un pont aérien... Vert. Avec des avions qui tournent aux biocarburants OGM ! Génial !

- Quoi ? Mais Nicolas ! Ça va pas la tête ? Je fais tout pour être le Département d'Europe le plus traversé par des camions et le plus couvert de hangars pour les camions... Tu veux vraiment me casser mon coup ! Ou alors ton pont aérien, faudra qu'il s'arrête chez moi à l'Aéroport International de Saint-Denis de l'Hôtel ! Sinon, j'prends ma carte chez Guérin !

- (Nathalie, dite NKM) Du calme, Monsieur... Ne croyez pas un mot de ce que M. Le Président raconte ! C'est notre quotidien : il nous envoie au "casse-pipes", en vertu des grands principes ; mais nous le savons, dans la majorité, députés, maires, sénateurs n'en veulent surtout pas, du développement durable ! Le jour venu, on nous dira de ne pas les contrarier, et on se prendra le retour de bâton dans la g... , j'en sais quelque chose ! Aucune crainte, donc : il changera rien de rien !

- Du changement, tout de suite ? (C'est Sarko qui revient d'un bain de CRS...) J'écoute, moi. J'ai entendu que les CRS sont tous convertis à l'écologie après mon discours – ya qu'eux qui l'ont écouté, c'était eux qui remplissaient le Zénith et qui étaient tout autour. Alors j'ai décidé : les CRS, on les rhabille en vert. "En vert et contre tous", ca sera leur devise désormais ! J'ai dit !

- Allez, Doligé, laisse tomber !

(A suivre...)



association MARDIÉVAL

Valorisation des patrimoines et défense des habitants de Mardié

Siège social : Mairie de Mardié - 105 rue Maurice Robillard 45430 MARDIÉ

Site internet : <http://le-castor-enerve.fr> Contact : le-castor-enerve@orange.fr